

# Les communautés locales danoises : quelles innovations sociales à la périphérie des villes ?

Nicolas Escach

► **To cite this version:**

Nicolas Escach. Les communautés locales danoises : quelles innovations sociales à la périphérie des villes ? . Nordiques, 2017, pp.91-106. halshs-01534495

**HAL Id: halshs-01534495**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01534495>**

Submitted on 7 Jun 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les communautés locales danoises : quelles innovations sociales à la périphérie des villes ?<sup>1</sup>

Nicolas Escach<sup>2</sup>

## RESUME

Le Danemark est connu pour ses expériences pionnières en matière de communautés locales durables : quartiers autogérés, écoquartiers, cohabitat, écovillages. La plupart se sont installées à la périphérie des principales villes du pays : Copenhague, Aarhus ou Aalborg. L'innovation sociale qu'elles suscitent est aujourd'hui débattue : contribuent-elles réellement à renforcer la cohésion sociale, réintroduisant la diversité dans les périphéries urbaines, ou s'apparentent-elles à de nouveaux ghettos boboisés ? Les exemples du 8-tallet, de l'écoquartier de Hedebygade (Copenhague), des jardins partagés d'Aalborg et des écovillages de Munksøgård et Hjortsboj apportent à travers des trajectoires contrastées la matière à une démarche inductive et multiscale.

## ABSTRACT

Denmark is well known for being a pioneer in sustainable local communities: self-administered neighbourhood, ecodistricts, shared living, ecovillages. Most of these are situated around the biggest cities of the country: Copenhagen, Aarhus or Aalborg. The social innovation created by them is now debated: do they really contribute to social bounding by introducing diversity into urban periphery or are they more becoming like wealthy hipsters' ghettos? Many examples such as 8-tallet, the ecodistrict of Hedebygade (Copenhagen), the shared-gardens of Aalborg and the ecovillages of Munksøgård and Hjortsboj bring in different ways to a process of inductive and multi-scaled analysis.

## Introduction

Le titre du premier recueil de poèmes de Vita Andersen paru en 1977 comparait les Danois à des *Droggués de la sécurité* (*Tryghedsnarkomaner*)<sup>3</sup>. L'esprit de tribu semble en effet caractériser le Danemark, un pays à la taille modeste (5,7 millions d'habitants), à la forme géographique discontinue et archipélagique, où l'insularité territoriale a pu générer dans les campagnes une forme de rumination mentale et de mentalité crépusculaire (*tusmørke-mentalitet*)<sup>4</sup>. Les contours du territoire national évoluant sans cesse, faire front est apparu indispensable pour assurer la survivance d'un État en danger de désintégration. La fierté nationale devait être le remède à un « complexe de la peau de chagrin »<sup>5</sup>.

La nécessité de s'ancrer dans une communauté à toutes les échelles est indissociable de l'histoire danoise. Les Danois ont fait figure de pionniers au niveau mondial dans l'émergence de nouvelles modalités collectives d'habitations : jardins partagés, quartiers autogérés, expériences de cohabitat, coopératives jusqu'aux écovillages intégrés les plus récents. Si Christiania, produit des mouvements alternatifs des années 1960, en constitue l'exemple le plus emblématique, les années 1990 marquent un retour du localisme dans le sillage des principes du développement durable et en réaction à une mondialisation généralisée, libérale et « franchisante »<sup>6</sup>. La dynamique est d'autant plus importante que le pays a contribué à la naissance du concept de durabilité, introduisant très tôt les ressources renouvelables dans son mix énergétique, l'éolien notamment, et accueillant en 1994 la conférence européenne sur les villes durables à l'origine de la « charte d'Aalborg »<sup>7</sup>. Le système éducatif et universitaire danois, privilégiant l'autonomie et la créativité des étudiants, a formé des citoyens engagés au sein d'une société où les associations (*foreninger*), faciles à monter, sont particulièrement nombreuses. Le pasteur Grundtvig, en instaurant dans les territoires ruraux des hautes

<sup>1</sup> Cet article a été rédigé en collaboration avec Héloïse Gautier et Émilie Grard, étudiantes au campus caennais de Sciences Po Rennes, dans le cadre d'un cours sur la recomposition des espaces nordiques et baltiques.

<sup>2</sup> Nicolas Escach est agrégé et docteur en géographie, enseignant-chercheur à Sciences Po Rennes (campus de Caen) et membre de l'UMR CNRS 6051 ARENES-Crape.

<sup>3</sup> Vita Andersen, *Tryghedsnarkomaner*, Copenhague, Gyldendal, 1977.

<sup>4</sup> Nicolas Escach, *Les Danois*, Paris, Ateliers Henry Dougier, 2017.

<sup>5</sup> Marc Auchet, « Le Danemark, une question de dimensions », *Clio*, juin 2000,

[[https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/le\\_danemark\\_une\\_question\\_de\\_dimensions.asp](https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/le_danemark_une_question_de_dimensions.asp)], consulté le 25 avril 2017.

<sup>6</sup> David Mangin, *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine*, Paris, Éditions de la Villette, 2004.

<sup>7</sup> Ce document constitue la première matrice urbanistique de référence depuis la « charte d'Athènes » (1933) inspirée des principes de Le Corbusier.

écoles populaires dès 1844, avait favorisé un attachement à l'histoire nationale et la naissance de démarches coopératives qui caractérisent aujourd'hui encore le Danemark. Le pragmatisme et le conformisme poussent sans cesse les Danois, par petits pas, à optimiser le cadre de leur vie quotidienne en innovant presque malgré eux. L'innovation n'est pas théorique mais répond à un problème concret dont la solution engendrera un léger décalage, première pierre vers un nouveau système.

La notion de communauté intentionnelle prend en écharpe l'ensemble des configurations spatiales que nous allons analyser à la périphérie des villes danoises. Il s'agit, selon nous, en un territoire d'échelle spatiale plus ou moins grande (immeuble, quartiers, village), de combiner « la communauté choisie » et « l'intention de la communauté », cette dernière étant mise en œuvre par l'existence du « commun » au sens spatial (maison commune, jardins partagés), politique ou juridique (cogestion *via* un syndicat ou une association), social (mixité et croisement des diversités), économique (gestion des biens communs), écologique (autonomisation énergétique) et psychologique (ouverture d'esprit, croyances spiritualistes...).

L'entrée par l'innovation sociale permet de s'interroger sur l'émergence d'un nouveau vivre-ensemble dans la ville que certains nomment citadinité ou urbanité<sup>8</sup>. Les communautés intentionnelles danoises étendent-elles, voire renforcent-elles la fabrique de l'urbain à la périphérie des villes ou transportent-elles les faces peu reluisantes de la ville contemporaine ? Marquent-elles un prolongement du système urbain ou entament-elles, à la manière des *gated communities*<sup>9</sup>, le début d'une fragmentation émergente en reproduisant des cellules locales prétendument autonomes ? Suivant une démarche inductive, cinq études de cas apporteront des réponses contrastées : l'immeuble du 8-tallet dans le quartier d'Ørestad (Copenhague), l'écoquartier de Hedebygade à Vesterbro, les jardins partagés d'Aalborg et les écovillages de Munksøgård et de Hjortshøj<sup>10</sup>.

### Les racines historiques des communautés intentionnelles danoises

La notion de communauté locale est à associer au Danemark à la perte des duchés de Schleswig et de Holstein en 1864. Le climat est alors morose entre une rétraction territoriale imposante (un cinquième de la population et un tiers du territoire) et une conjoncture économique difficile. Une célèbre maxime danoise datant de cette époque exprime l'importance de la résilience : « On peut trouver une compensation à chaque perte, ce qu'on perd à l'extérieur, il faut le gagner à l'intérieur » (« *For hvert et tab igen erstatning findes, hvad udad tabtes, det maa indad vindes* »). Cette phrase, abusivement attribuée à Enrico Dalgas (1828-1894), pionnier de la mise en culture du Jutland, est en réalité à imputer au poète danois Hans Peter Holst (1811-1893). Elle a été employée dans un contexte très différent, puisqu'elle figurait sur la médaille d'une exposition sur l'industrie et l'art danois organisée à Copenhague en 1872<sup>11</sup>.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'influence de Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783-1872), pasteur, mythologue, poète, historien et pédagogue, est également très importante. Il fonde dès 1844 des écoles supérieures pour adultes (*folkehøjskoler*) rassemblant les agriculteurs du pays pendant plusieurs semaines afin de leur enseigner la mythologie et l'histoire nationale<sup>12</sup>. Dans *Le trèfle à quatre feuilles danois* (1836), le pasteur relie l'éducation au concept de *Livsofphysning*, soit une connaissance de la vie qui doit nécessairement être mise en pratique. Il place l'être humain et non la seule quête de vie éternelle au centre de la foi, considère la vie terrestre comme un cadeau précieux de Dieu et pousse l'homme à l'accepter et à en prendre soin en menant, au contact des autres, une vie joyeuse et active sur terre. Le mot *folkelighed* (littéralement caractère populaire), que Peter Manniche<sup>13</sup> traduit par « vie communautaire dont chacun est partie », apparaît central dans son analyse. Il appelle lui-même dans ses articles de la revue *Danne-Virke* (I-IV, 1816-1819) à un « peuple-communauté » (*folks, fællesskab*) conscient de ses valeurs historiques et spirituelles. Ce sens de la communauté (*fællesskabsbevidsthed*) est selon lui l'expression même de l'humanité (*menneskelighed*). Proche de « l'esprit du

---

<sup>8</sup> Voir Pascale Nédélec, *Réflexions sur l'urbanité et la citadinité d'une aire urbaine américaine. (Dé)construire Las Vegas*, thèse de doctorat en Géographie, aménagement, urbanisme, 10 décembre 2013, Lyon, 488 p.

<sup>9</sup> Renaud Le Goix, « Les *gated communities* aux États-Unis et en France : une innovation dans le développement périurbain ? », *Hérodote*, n° 122, 2006, p. 107-137.

<sup>10</sup> Les enquêtes auprès du fondateur de l'écovillage de Hjortshøj ont été réalisées par Héloïse Gautier et Émilie Grard (voir note 1).

<sup>11</sup> Entretien avec Marc Auchet, professeur émérite au Département d'études nordiques de la Sorbonne, octobre 2015.

<sup>12</sup> Lire à ce sujet Erica Simon, *Réveil national et culture populaire en Scandinavie. La genèse de la højskole nordique. 1844-1878*, Paris, PUF, 1960.

<sup>13</sup> Peter Manniche, *The International People's College. 1921-1971*, Elseneur, Collège populaire international, p. 21.

peuple » de Herder, il découle d'un sentiment patriotique non fondé sur la coercition, mais sur l'intime conviction d'une « corrélation profonde entre l'homme seul, le peuple dans son ensemble et la vie de famille »<sup>14</sup>.

Après leur passage dans les écoles *grundtvigiennes*, les agriculteurs danois étaient mentalement prêts à prendre collectivement leur destin en main. Elles leur ont permis de se rencontrer, de communiquer, d'acquérir une forme de culture démocratique et de se sentir investis d'une responsabilité sur le plan national. Avec l'aide de l'État, ils décident de mutualiser leurs moyens et leurs objectifs. La plus ancienne coopérative danoise, Thisted Arbejderforening (l'Association des travailleurs de Thisted, au Jutland), créée en 1866, est toujours en activité aujourd'hui. Le terme danois *Andelsbevægelsen* (*Andel* : part, ration, pourcentage ; *bevægelsen* : mouvement) résume parfaitement l'esprit de ces structures reposant sur les principes de communauté et d'égalité, chaque individu exerçant la même influence que les autres, et sur un sentiment partagé de ne faire qu'un<sup>15</sup>.

L'esprit de communauté n'est pas que le produit de la mutation des campagnes danoises au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'ancre également dans la recherche de compromis qui aboutira à la naissance de l'État providence. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, une forme de « socialisme urbain » se développe dans quelques villes du pays. Entre 1910 et 1920, avant que la social-démocratie n'émerge comme parti politique, plusieurs municipalités expérimentent localement des pratiques annonciatrices de l'État providence : systèmes d'hôpitaux municipaux, maisons de retraite, nouvelles écoles. Dans la ville de Nakskov, sur l'île de Lolland, Sophus Bresemann reste ainsi maire de 1914 à 1928, ce qui en fait le premier social-démocrate à la tête d'une ville de province. Il instaure des mesures qui constitueront ensuite autant de références : suppression des frais de scolarité et introduction d'une école libre, gratuité des services médicaux et dentaires scolaires, création d'un centre d'accueil pour les enfants atteints de la tuberculose, amélioration des soins pour les personnes âgées. Des politiques similaires sont progressivement conduites à Esbjerg, Aarhus, Horsens (Jutland), Nyborg (île de Fionie) ou Helsingør (île de Seeland). Les mouvements ouvriers auront donc suivi les mouvements paysans. Avec la formation de son premier gouvernement suite aux élections législatives de 1924, le parti social-démocrate tourne le dos à sa dimension révolutionnaire et devient officiellement réformiste. En janvier 1933, en pleine crise économique et alors qu'Hitler arrive au pouvoir en Allemagne, un compromis est trouvé entre le parti social-démocrate, le parti libéral et le parti social-libéral (Radikale Venstre) : l'accord de Kanslergade (du nom d'une rue de Copenhague où vivait le Premier ministre de l'époque). Une coalition était alors créée entre les représentants des agriculteurs (le parti agraire Venstre) et ceux des ouvriers (les sociaux-démocrates)<sup>16</sup>. Elle assurera, l'occupation nazie passée, la pérennité d'un système orienté vers le bien-être et reposant sur la réciprocité construite par l'emploi et traduite par l'impôt prélevé à la source.

Après la seconde guerre mondiale, les années 1966-1967 marquent une rébellion de la jeunesse danoise, notamment étudiante, et une croissance des positions anti-autoritaristes. Cette période charnière correspond aussi au développement de l'État providence (institué dès les années 1950). D'une situation de relative pauvreté juste après la guerre, les habitants connaissent une certaine opulence qui facilite la naissance d'un sentiment de liberté. Pour autant, des socialistes de gauche (Venstresocialisterne) et des communistes s'opposent à un système reposant largement sur l'État par peur d'une dissolution des individus dans les excès de la bureaucratie administrative. Ils défendent un rôle renforcé d'institutions et d'organisations de la société civile, soutiennent des thèses antimilitaristes et des voies alternatives aux aspirations dominantes. Ces partis sont nettement liés à la fondation de Christiania même si le comité exécutif des socialistes de gauche redéfinit son soutien en 1976, s'isolant d'une partie de la gauche anti-autoritariste.

La communauté autogérée de Christiania est fondée en 1971 sur le terrain de l'ancienne caserne militaire de Bådsmandsstræde par un groupe de squatters, chômeurs et hippies. Sa création suscite un important débat au Parlement et au sein de la société danoise. Plusieurs partis appellent à la destruction de la zone et à l'abolition de la communauté, les sociaux-démocrates restant de leur côté paralysés. En 1975, les députés de Christiansborg annoncent la suppression définitive de la commune libre à compter du 1<sup>er</sup> avril 1976. Le conflit est finalement réglé par un compromis : si les christianites paient leur eau et leur

---

<sup>14</sup> « *bele Menneske-Livet og opvise den dybe Sammenhæng mellem Enkelt-Mandens, Folkets og hele Slægtens Liv* », Knud Eyvin Bugge, Vilhelm Nielsen (red.) (1983), Grundtvig, N. F. S. (1834), *Statsmæssig Oplysning - et udkast om samfund og skole*, København, Nyt Nordisk Forlag, p. 31.

<sup>15</sup> Entretien avec Jens Smørup Sørensen, écrivain et académicien danois, octobre 2015.

<sup>16</sup> Entretien avec Jørn Henrik Petersen, professeur de sciences économiques à l'université d'Odense, février 2016.

électricité, ils peuvent poursuivre l'expérimentation sociale entamée. Le camp de Thy (Thylejren, Frøstruplejren), pendant rural de Christiania, se forme à la même époque dans le Nord du Jutland. Un festival de musique sur le modèle de Wight ou Woodstock est organisé en 1970 sur un terrain acheté par l'association La nouvelle société (Det Ny Samfund) créée deux ans plus tôt. L'évènement attire 25 000 participants. Certains d'entre eux décident de rester après le festival et de passer l'hiver ensemble. Ils construisent des bâtiments, des habitations en forme de tipis, une épicerie avec ce qu'ils trouvent dans la nature, le tout revisitant le paysage d'un camp indien. La population locale s'oppose rapidement au projet, sans pouvoir y mettre un terme, arguant une dégradation de la nature et l'occupation illégale de terrains agricoles.

La naissance des premières communautés intentionnelles comme Christiania et Thy marque une étape importante que confirme l'émergence du cohabitat. L'habitat autogéré communautaire (*bofællesskab*) ou cohabitat est un groupement d'habitations s'organisant autour d'espaces communautaires. Les communautés de Saettedammen près d'Allerød (1967-1972), de Skraplanet à Jonstrup (1973) et de Nonbo Hede près de Viborg (1976) constituent les trois premiers exemples à l'échelle mondiale. Selon Matthieu Lietaert, les communautés en cohabitat possèdent six caractéristiques principales : l'existence d'un processus participatif (les habitants à l'initiative de l'implantation participent aux différentes étapes du projet), une architecture sociale (les aménagements sont conçus pour faciliter les rapports sociaux), des espaces et activités en commun, une gestion quotidienne partagée (prises de décision et groupes de travail), une absence de hiérarchie (chaque membre doit avoir une voix équivalente) et des économies séparées (chaque membre doit trouver une source de revenu par lui-même)<sup>17</sup>. Dans un livre publié en 2012, il retient comme essentiels le processus de participation, la conception intentionnelle du site, l'importance des services en commun et la gestion assurée par les résidents<sup>18</sup>. Dès 1981, la loi portant sur le régime des coopératives (The Cooperative Housing Association Law) facilite la création de communautés de vie sur la base d'achats de parts et de subventions étatiques. En 1982, 22 communautés de propriétaires ouvrent au Danemark. Dans le cadre d'un habitat coopératif (*andelsbolig*), l'ensemble des logements sont acquis, détenus et exploités par une association coopérative (*andelsboligforening*) cogérée par les résidents. Chacun d'entre eux achète une part proportionnelle à la superficie occupée, doit respecter le règlement de l'association et contribuer à la gestion des parties communes. Lors des débats et délibérations, chaque représentant a une voix, quelle que soit la superficie de son logement. En 2011, 7,5 % des logements au Danemark et 33 % à Copenhague s'intégraient ainsi dans un système coopératif.

### **Exploration géographique des habitats alternatifs aux périphéries de la ville danoise**

Les formes de communautés alternatives ont explosé au cours de la décennie 1990 dans les villes danoises. Un panorama géographique suivant un fil centre / périphérie permet de dresser une typologie relativement complète.

En situation péricentrale ou suburbaine, les communautés prennent la forme de quartiers communautaires « en trois dimensions » à l'image du 8-tallet<sup>19</sup> (Ørestad, Copenhague) ou d'écoquartiers plus traditionnels comme Hedebygade (Vesterbro, Copenhague). Le 8-tallet est un simple immeuble construit en 2011 par des acteurs privés (Bjarke Ingels Group) à proximité de la ligne de métro Vestamager St. sur l'île d'Amager proposant des logements (61 000 m<sup>2</sup>) de trois types (Penthouse, Byhus, Lejlighed), des services et des bureaux (10 000 m<sup>2</sup>). L'objectif des architectes était de reconstituer une véritable rue dans le bâtiment à travers une longue rampe de 1,5 kilomètres légèrement en pente praticable à pied ou en vélo. La forme croisée de l'ensemble rappelle un chiffre 8 couché ou le symbole infini et optimise l'espace au sol comme en hauteur. Une association permet aux propriétaires de se retrouver autour d'activités communes ou d'ateliers. En sous-sol du bâtiment, Palle Jensen, ingénieur retraité et inventeur, anime par exemple chaque semaine un *workshop* dédié à la réparation et à la conception d'objets. Il rédige également un magazine de l'immeuble et a même composé une chanson des résidents.

---

<sup>17</sup> Matthieu Lietaert, « Vivre en cohabitat, reconstruire des villages en ville », *La Revue nouvelle*, n° 2, février 2008, p. 54-61.

<sup>18</sup> Matthieu Lietaert, *Le cohabitat. Reconstituons des villages en ville !*, Bruxelles, Couleur livres, 2012.

<sup>19</sup> Entretien avec Palle R. Jensen, ingénieur et inventeur, janvier 2017.

Dans les contours suburbains ou périurbains des villes, des jardins partagés (*kolonihaver, daghaver, andelshaver*) jouent parfois un rôle résidentiel nouveau. Aalborg<sup>20</sup>, locomotive de l'industrialisation danoise, a constitué l'épicentre des *kolonihaver*. Jørgen Berthelsen, ancien ouvrier et président d'une association de travailleurs (Arbejderforeningen af 1865), fonde le premier jardin familial en 1884 sur un terrain qu'il loue à la municipalité, cette dernière lui ayant accordé un droit de subdivision et de sous-location. Les 85 lots de 1 000 m<sup>2</sup> sont alors répartis par tirage au sort, la plupart à des membres de l'association, ouvriers des usines de la ville. Le loyer annuel devait correspondre au salaire d'une semaine. Parallèlement, de grandes entreprises créent, suivant une ligne hygiéniste, des jardins pour doter les travailleurs souvent entassés dans des logements étroits et denses d'un espace de liberté. Aalborg Portland, importante usine de ciment établie en 1889, ouvre à cet effet les jardins de Henedal et de Solyst. Les chantiers navals (Aalborg Værft A/S) font de même. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, des maires, notamment sociaux-démocrates, accordent plusieurs terrains à des associations (*foreninger*) pour leur permettre, à leur tour, de créer des colonies. Aujourd'hui une grande partie des colonies (36 %) sont situées dans le Grand Copenhague (Storkøbenhavn). La plupart des jardins sont lotis (95 % des parcelles à Aalborg) et même s'il est interdit d'y vivre à l'année, de plus en plus de personnes en difficulté financière sont contraintes de rester pendant l'hiver parfois sans eau et électricité. Pour chaque ensemble de jardins, une association (*kolonihaveforeninger*) édicte des règlements locaux et propose des activités dans une maison commune.

En situation périurbaine, voire rurale, des écovillages (*økosamfund*) se sont également multipliés depuis l'apparition du concept au début des années 1990. Le mot a été utilisé pour la première fois par Diane et Robert Gilman en 1991 dans un rapport pour l'association danoise Gaia Trust intitulé « Ecovillages and Sustainable Communities » préparant un séminaire international à Thy dans le Nord-Ouest du Jutland. L'écovillage y est défini comme « une unité de peuplement multifonctionnelle d'échelle raisonnable au sein de laquelle les activités humaines sont intégrées dans leur environnement naturel de manière à assurer un développement sain de la communauté de manière durable »<sup>21</sup>. L'expression est reprise en 1992 lors du Sommet de la Terre de Rio. Gaia Trust lance en 1993 un réseau des écovillages danois (LØS), la première association de ce type dans le monde, en raison d'une expérience pionnière du pays dans les communautés de cohabitat. En 1995, une conférence organisée à Findhorn (Royaume-Uni) aboutit à la publication d'un nouveau rapport « Ecovillages and Sustainable Communities : Models for 21<sup>st</sup> Century Living » et à la création d'un réseau mondial des écovillages (the Global Ecovillage Network, GEN) qui obtient rapidement un statut d'observateur auprès du Conseil économique et social des Nations unies. Une nouvelle définition est alors adoptée autour d'un paradigme circulaire reposant sur quatre piliers (métaphoriquement désignés par les quatre éléments) : la structure sociale (participation dans la prise de décision, valeurs communes), l'écologie (recyclage des déchets, écoconstructions), les infrastructures / l'économie (énergies renouvelables, réduction des transports, télécommunications), la culture et la spiritualité (promotion de la diversité, de la créativité, conscience globale et éveil à la paix et à l'amour). Au cours de la conférence internationale des Nations unies *Habitat II* (Istanbul, 1996), le GEN réaffirme la nécessité de développer les écovillages en tant que modèles vivants des principes du développement durable associant des technologies avancées, une spiritualité satisfaisante dans un lien harmonieux avec la nature. En 1997, une rencontre d'une partie des membres du GEN à Copenhague permet l'écriture d'un règlement des écovillages autour de trois dimensions : le social, l'écologique et le culturel / spirituel. Celles-ci sont déclinées en quinze principes dans une publication de Hildur Jackson et Karen Svensson intitulée *Ecovillage Living. Restoring the Earth and Her People* datée de 2002 et publiée chez Green Books.

La carte des écovillages du GEN montre une nette concentration en Europe et en Amérique du Nord et centrale à l'exception de certains pays africains comme l'Afrique du Sud ou le Kenya<sup>22</sup>. En Europe, les États nordiques sont bien sûr représentés, mais derrière l'Allemagne et la péninsule ibérique (Espagne, Portugal) où se sont implantés la majorité des écovillages membres du réseau. Les critères choisis par le GEN sont cependant relativement larges et intègrent, sur la carte, des communautés intentionnelles déjà en activité ou en projet, en milieu rural et urbain, y compris celles conduisant un seul projet thématique (éducation, agriculture, écotourisme). En ce qui concerne l'Europe, la carte du réseau européen du GEN apparaît plus

---

<sup>20</sup> Entretien avec Jonna Bouchara, chargée de mission auprès de la municipalité d'Aalborg, octobre 2015.

<sup>21</sup> « *A human scale, full-featured settlement, in which human activities are harmlessly integrated into the natural world, in a way that is supportive of healthy human development and can be successfully continued into the indefinite future.* »

<sup>22</sup> [<http://gen.ecovillage.org/en/projects/map>], consulté le 25 avril 2017.

précise et confirme la suprématie allemande<sup>23</sup> parmi les écovillages déjà créés. En Europe du Nord, le Danemark et la Suède se démarquent nettement. La carte du réseau danois (LØS) met en évidence une surreprésentation écrasante de l'île de Seeland (49 %) suivie du Jutland (39 %) avec, dans la péninsule, une grande partie des communautés situées autour d'Aarhus (8 écovillages sur 13). L'île de Fionie (3 implantations) ainsi que les autres îles (Lolland, Falster) sont relativement absentes. Une communauté est à signaler sur la petite île de Fejø (près de Lolland) autour de la permaculture.

La situation des communautés intentionnelles que nous étudions est fortement corrélée à la géographie urbaine du pays, avec une implantation privilégiée dans la région métropolitaine de Copenhague, sur l'île de Seeland ou à défaut dans le Jutland central autour d'Aarhus, ce que confirme la carte des sites de cohabitat<sup>24</sup>. Les territoires de la « banane pourrie » danoise<sup>25</sup>, le Nord du Jutland, la côte ouest, le Jutland méridional, la Fionie et les îles du Sud, restent peu concernés. La démarche est donc résolument urbaine, voire métropolitaine et exclut la Fionie qui avait déjà été plus discrète lors des mouvements sociaux de la fin des années 1960.

### Quelle place pour de nouveaux villages à la lisière des villes ?

Les communautés intentionnelles font débat à une échelle plus locale quant à leur capacité à prolonger la ville dans laquelle elles s'insèrent. En quoi participent-elles au système urbain dans son ensemble ? Peuvent-elles traduire un relai d'urbanité en promouvant la mixité fonctionnelle et sociale ?

La première caractéristique de ces communautés est de réintroduire, sous une forme largement fantasmée, l'esprit de village à proximité même des villes. La plupart participent à un processus standard de périurbanisation / rurbanisation, mais conçoivent leurs aménagements comme une mise en espace / paysage scénographié de la campagne. Alors que des villages prennent des formes de plus en plus urbaines, gagnés par le mitage, l'urbanisation standardisée, l'emprise des parkings, voies et nœuds de communication et des surfaces commerciales, des interstices vides sont appropriés à l'orée des villes afin d'y insuffler une aménité bucolique. Le « villagisme » désigne ce désir exacerbé de retrouver, en ville ou à proximité des villes, les valeurs attribuées au village, ce qui le distingue à mon avis de la simple recherche de nature en ville qui pouvait caractériser la réflexion d'Ebenezer Howard (1850-1928), pionnier des cités-jardins anglaises. Une forme de « villagité » se construit dans la défense primordiale d'un ensemble de valeurs : la recherche d'une échelle spatiale maîtrisable et de taille raisonnable, la valorisation du petit, le refus de la tyrannie de la distance au profit du retour de la proximité et de la solidarité, une priorité donnée à la dimension vivante et sociale par rapport à une simple dimension architecturale ou même administrative, l'adhésion de l'individualité à une communauté, à un groupe doté d'une certaine autonomie, d'une histoire partagée et d'une identité claire autour de marqueurs territoriaux pérennes (fêtes, quadrillage religieux, monuments, terroirs), les possibilités, enfin, qu'offre le point géographique en termes de mixité fonctionnelle. Cette combinaison relève d'un refus de l'urbain présenté comme l'espace des grands nombres, du minéral, de la distance, de la solitude, du hors-sol, de l'anonymat, de l'individualisme libéral et de l'égoïsme. Elle détone également fortement par rapport au village traditionnel en ce qu'elle promeut l'intentionnalité et le choix territorial, la gestion des biens communs sous forme de « commonités »<sup>26</sup>, la connexion des individualités et le voisinage<sup>27</sup> plutôt que l'inscription dans une lignée verticale (générationnelle) et horizontale (spatiale), le risque de la cordiale ignorance<sup>28</sup> et de la clubbisation<sup>29</sup> de la vie urbaine aux côtés d'une soif affirmée de sphère politique et de démocratie locale, des idées possiblement décroissantes, voire altermondialistes. De même, la recherche d'ancrage et d'enracinement reste très théorique pour des habitants qui demeurent la plupart du temps hypermondialisés. Le néovillage est donc

---

<sup>23</sup> [<http://gen-europe.org/members/europe-map/index.htm>], consulté le 25 avril 2017.

<sup>24</sup> [[http://www.xn--bofllesskab-c9a.dk/viewpage.php?page\\_id=67](http://www.xn--bofllesskab-c9a.dk/viewpage.php?page_id=67)], consulté le 25 avril 2017.

<sup>25</sup> La « banane pourrie » est une expression désignant le croissant périphérique des régions les plus isolées cumulant déclin économique, fermeture des services publics et vieillissement de la population. Elles s'étendent du Nord et de l'Ouest du Jutland à l'île de Bornholm, en passant par les îles méridionales.

<sup>26</sup> Søren Hermansen, Tor Nørretranders, *Commonities = commons + communities*, Samsø, Samsø Energiakademi, 2011.

<sup>27</sup> P.M., *Voisinages et communs*, Paris, L'éclat, 2016.

<sup>28</sup> Éric Charmes, *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, Paris, L'Harmattan, 2005.

<sup>29</sup> Consommation des services et jouir de certaines aménités, voir Éric Charmes, *La ville émietée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF, 2011.

une unité humaine choisie, aménagée et gérée par ses habitants, où la petite échelle, la recherche d'aménité, le *clustering* et l'autonomie sont privilégiés. La démarche s'inscrit dans les néolocalismes décrits par Michel Lussault, notamment le modèle de l'Oasis développé par les Colibris : « Leurs implantations, précise-t-il, sont plutôt situées à la périphérie des grands pôles métropolitains. Ce sont souvent des lieux qu'on pourrait nommer, reprenant un vieux mot de la géographie, des "écarts", mais des écarts connectés, ne serait-ce que par leur appartenance au réseau<sup>30</sup>. »

Les attributs du néovillage se retrouvent aisément dans les communautés intentionnelles danoises. Le 8-tallet, pourtant situé dans un ensemble paysager particulier urbain (Ørestad), offre un panorama visuel dégagé sur les terrains municipaux de Kalvebod Fælled où les installations de *street workout* ou de *fitness* côtoient quelques sentiers, des zones humides et des enclos d'animaux. Les publicités destinées à de futurs résidents mettent l'accent sur la vue imprenable depuis l'immeuble sur des « champs agricoles » (*farm fields*) tandis qu'un conflit est né entre la municipalité et des collectifs d'habitants (Amager Fælleds Venner) autour de la privatisation des parcelles de l'Ouest d'Amager<sup>31</sup>. Un Danois utiliserait le mot *berlighedsvardi* pour qualifier une chose parfaitement inutile sur un plan économique, mais qui revêt une forte valeur d'agrément. Dans l'écovillage de Munksøgård, inauguré en 2001, les habitations, 100 logements répartis en cinq groupes différents de 20 logements, se sont implantées autour d'une ferme datant du XVIII<sup>e</sup> siècle qui était encore active au début des années 1990. Le village est certes situé à quinze minutes à pied de la gare de Trekroner qui le relie à l'aéroport, mais il apparaît relativement caché depuis le réseau viaire par des arbres et des champs. Un parking relègue les voitures à l'entrée du village et les allées internes, après un accord avec la municipalité laissant l'entretien à l'association de résidents, sont non bitumées mais recouvertes de graviers.

Au milieu d'espaces vierges, le néovillage est censé renouer avec les attraits de la proximité par l'intermédiaire d'associations d'habitants (*foreninger*), de zones agricoles partagées (un projet de permaculture à Munksøgård), de maisons communes destinées à accueillir des soirées, dîners et activités et de tâches réparties au sein de collectifs de travail. À Munksøgård, cinq groupes (*bogrupper*) entourent la ferme : un groupe d'habitants en logements coopératifs, un groupe de propriétaires et trois groupes de locataires dont l'un est formé par des jeunes, un autre par des personnes âgées et retraitées et le dernier par des familles avec enfants. Pour Mick Hart<sup>32</sup>, habitant du groupe des jeunes, Munksøgård peut être qualifié de « *cluster-community* », car si chaque ensemble conserve son autonomie, il fait aussi partie d'une communauté plus large. La démarche de rencontre de l'autre s'accompagne d'une recherche de l'entre-soi. Une association générale chapeaute les associations de *bogrupper*. Chaque groupe doté d'une maison commune doit accomplir obligatoirement des travaux dans son quartier (organisation des repas, comptabilité, animations, gestion de la blanchisserie ou du potager) comme pour l'ensemble de l'écovillage (entretien des routes, coordination des réseaux de télécommunication et de l'intranet, chaufferie à bois). Dans chaque maison commune, deux listes sur des feuilles A4 rappellent le nom des responsables des différents pôles thématiques. Munksøgård maintient un niveau d'interaction satisfaisant entre les clusters grâce au rôle central de la ferme qui concentre un espace de convivialité, des salles pour les activités communes (*workshops* libres, clinique de shiatsu, équitation), une boutique bio revendant des fruits et légumes des environs et un café. La ferme joue donc le rôle de place de village. L'équilibre entre plusieurs types de propriétés et plusieurs profils générationnels est également une réussite et a été acquis grâce à des dérogations juridiques. La loi danoise n'était pas vraiment adaptée à la combinaison de plusieurs types de propriété (location, propriété, partage) sur un même site. Il a fallu convaincre une association pour le logement sans but lucratif de supporter une partie du coût de la construction. L'habitat coopératif a dû faire l'objet d'une autorisation du gouvernement, le nombre de permis concédés annuellement étant limité. Les pionniers de Munksøgård ont eu la chance de pouvoir coaménager l'espace de leur village avec la municipalité, en s'improvisant urbanistes. L'écovillage de Hjortshøj près d'Aarhus a également, dès sa création en 1991, encouragé la mixité sociale en proposant des logements sociaux, des maisons doubles, des coopératives d'habitat et, depuis 2012, des appartements pour handicapés.

---

<sup>30</sup> Michel Lussault, *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2017, p. 271.

<sup>31</sup> Mathilde Kærgaard Skaaning, *The Battle of the Commons. A Case Study of Amager Fælled*, Bachelor Degree, Département de géographie humaine, Université de Lund, 2016, [<https://lup.lub.lu.se/student-papers/search/publication/8898495>], consulté le 25 avril 2017.

<sup>32</sup> Entretien avec Mick Hart, forestier et habitant du quartier, octobre 2015.



Tous les écovillages ne permettent pas autant d'interactions, limitant parfois l'accès à une seule catégorie de population (personnes âgées, étudiants...). La même observation peut être faite dans certains *kolonihaver* où les réglementations émises par l'association opèrent une sélectivité sur des critères parfois approfondis : la possession d'un animal domestique ou d'une poule, la volonté de produire du miel dans son jardin... À mesure du succès des communautés intentionnelles, les règles se sont également durcies. Dans l'écoquartier de Hedebygade à Copenhague, la vente de parts au sein des logements coopératifs doit être prioritairement proposée aux voisins avant d'ouvrir à des acheteurs extérieurs. Des habitants qui ont acheté des parts 2 000 euros en 1989 peuvent aujourd'hui les vendre jusqu'à 100 000 euros. Dans d'autres quartiers du Danemark, des fraudes ont été observées : vente de parts à des prix plus élevés en raison d'une rareté des offres, prise d'une commission pour l'attribution des parts, spéculation sur la montée des loyers ou des cours immobiliers. Alors qu'habiter dans certaines communautés pouvait apparaître comme moins coûteux, les *kolonihaver* eux-mêmes ont subi une forme de gentrification, un jardin ayant même été vendu à Copenhague 550 000 euros.

Malgré un projet qui reste très local et original, l'écovillage de Hjortshøj<sup>33</sup> a toujours voulu éviter la tentation du repli et du ghetto. Dès le départ, l'objectif des fondateurs était paradoxalement d'éviter l'autosuffisance afin de continuer à partager des ressources, des idées et des projets avec son environnement immédiat. Les pionniers n'ont par exemple pas souhaité créer une école interne qui aurait définitivement rompu les liens avec la ville. Un grand jardin partagé est ouvert aux usagers de la commune, tout comme la boulangerie et la boucherie. Les marchés où sont vendus les produits maraîchers de Hjortshøj sont aussi autant de ponts avec les habitants des autres quartiers. Le Hjortshøj festival rassemble chaque année en mai plusieurs milliers de personnes. Pour Pierre Lecuelle, habitant et concepteur du site, l'expression « écoquartier » pourrait s'appliquer à Hjortshøj au même titre qu'« écovillage », la communauté faisant désormais partie intégrante de la commune.

Habiter dans une communauté intentionnelle aux marges de la ville peut cependant présenter plusieurs inconvénients. L'éloignement des commerces et des services peut être un problème récurrent. Au 8-tallet, la logique architecturale d'objets<sup>34</sup> oblige les résidents à reprendre le métro pour se rendre au centre commercial le plus proche. À Hedebygade, l'ensemble des constructions prévues n'ont pas été réalisées. Le réseau de rigoles qui devait récupérer l'eau de pluie pour faire fonctionner les machines à laver communes est à sec et mène à un talus de mauvaises herbes<sup>35</sup>. Seuls deux des douze objectifs fixés en termes de développement durable ont été remplis et les installations les plus spectaculaires, tel un immense panneau téléguidé réfléchissant la lumière dans la cour ou des panneaux solaires sur les façades, ont été réalisées au détriment d'aménagements indispensables à la vie quotidienne. Les habitants ont par exemple dû attendre deux ans l'arrivée de sèche-linges. Malgré un investissement initial très important de la ville de Copenhague (50 millions d'euros), de l'État et de l'Union européenne, des erreurs de conception n'ont pas pu être réparées et l'association d'habitants se retrouve démunie, tant concernant les relais à contacter que les frais de maintenance à engager. La plupart des cohabitats se trouvent dans des situations similaires en raison du vieillissement du parc de logements. 60 % des 186 000 logements en habitat coopératif au Danemark ont été construits avant 1940 (et convertis suite à la loi) contre seulement 30 % après 1980<sup>36</sup>.

La vie collective n'est pas toujours facile à conduire et les communautés intentionnelles ne sont pas exemptes de conflits, d'effets NIMBY<sup>37</sup> et de luttes de pouvoir malgré des groupes de convivialité ou de résolution des tensions. À Hedebygade, l'association de résidents qui peut théoriquement compter 18 représentants ne réunit certaines années que quatre membres. Le manque d'implication pour les tâches communes s'accompagne parfois d'entorses au règlement comme nous le confirme Erik Hegelund<sup>38</sup>, un habitant du quartier. Une résidente a, il y a quelques années, coupé un arbre sans l'autorisation de l'association. Cette dernière l'a contrainte à payer une amende avec intérêts et, face à un refus de règlement, a prélevé l'argent

---

<sup>33</sup> Exemple développé par Héloïse Gautier et Émilie Gard.

<sup>34</sup> L'objet prime lorsque la ville n'est plus conçue dans sa globalité, mais est aménagée de manière fragmentée à coups de gestes architecturaux emblématiques sans que le lien entre les bâtiments ou entre les quartiers ne soit véritablement réfléchi.

<sup>35</sup> [<http://www.terraeco.net/A-Copenhague-le-laboratoire-oublie,11710.html>], consulté le 25 avril 2017.

<sup>36</sup> Hans Kristensen, *Housing in Denmark. Centre for Housing and Welfare*, Copenhague, Realdania Research, 2007.

<sup>37</sup> Not In My BackYard.

<sup>38</sup> Entretien réalisé avec Erik Hegelund en janvier 2017.

sur ses dernières locations de la salle commune. La situation est bien différente à Hjortshøj<sup>39</sup>. « À l'écovillage de Hjortshøj, il n'y a pas de règles, seulement un état d'esprit », déclare Pierre Lecuelle. Effectivement, les différentes chartes renouvelées par les habitants tous les quatre ans n'imposent jamais rien, mais posent le cadre de la vie communautaire.

La forme d'organisation sociale de l'écovillage n'est pas sans rappeler l'occupation des militants écologistes dans le quartier de Christiania à Copenhague dans les années 1970. À l'époque, ils avaient mis sur pied une charte de la vie collective, revendiquant un mode de vie autogestionnaire, libéré de toute autorité contraignante. Dans le cadre d'une gouvernance horizontale, l'équilibre à atteindre reste très subtil : en 2004, l'écovillage se donnait pour objectif de « créer une balance entre la liberté individuelle et la responsabilité collective ». Le débat sur les toilettes sèches a mis à l'épreuve ce principe, montrant que des décisions individuelles pouvaient freiner une dynamique collective. Le village devait être initialement muni dans sa totalité de toilettes sèches à séparation, de manière à produire du compost pour fertiliser les plantations de saules du village, saules dont le bois permettait de chauffer une grande partie des foyers. Rapidement, des problèmes dans la mise en place ont conduit une bonne partie des habitants déjà réticents à s'équiper en toilettes à eau et à abandonner l'idée du compost. Quelques habitants ont toujours des toilettes sèches, mais les urines qui sont récoltées ne peuvent désormais plus servir à l'écovillage. La nouvelle proposition pour le renouvellement de la Charte de l'écovillage en 2016 a insisté sur les besoins de « communication », d'« inclusion » de tous les habitants et d'« égalité des chances de participation », afin d'éviter les conflits et de maintenir une atmosphère agréable (*hygge*).

## Conclusion

Les habitants des communautés intentionnelles danoises entretiennent un rapport ambigu à la ville et donc à la mondialisation. Entièrement intégrés à la globalisation des enjeux, mais critiques envers la globalisation économique tout en étant le produit de la mondialisation systémique, ils participent, en se référant au village, à l'urbanisation généralisée du monde. Alors que les années 1970 marquaient une étape d'encapsulation domestique et d'impression dans l'étalement des trajectoires biographiques, les nouveaux villages traduisent le besoin de reproduire non seulement sa maison, mais aussi toute une vie sociale à son image. Le risque serait grand d'une rupture avec le système urbain si l'ensemble de la ville ne prenait pas elle-même les traits d'un *junkspace*<sup>40</sup> ou d'une mosaïque de parcelles<sup>41</sup>.

Au Danemark, les communautés intentionnelles s'intègrent pleinement dans les systèmes métropolitains en tant que contribuant à un double effet vitrine et miroir. Sur le modèle des écoquartiers allemands ou suédois (notamment le Bo01 à Malmö), des écovillages comme Munksøgård sont devenus des relais touristiques mondiaux à tel point qu'un groupe dédié à l'accueil des visiteurs a été monté. Des tours payants sont d'ailleurs proposés en ligne. Les « safaris de l'énergie » qui passent déjà par des îles écologiques comme Samsø (5 000 visiteurs par an) pourraient bientôt élargir leurs périmètres. Les expérimentations sur de petites unités permettent également au pays de démontrer, dans une optique de généralisation, la faisabilité d'une transition énergétique et citoyenne qui implique plusieurs de ses filières industrielles (l'éolien notamment). L'envillage permet donc aux démarches *bottom up* et *top down* de se rejoindre autour d'intérêts bien compris. Après les villages vidés, repeuplés, et recréés, le village fabriqué apparaît désormais comme une déclinaison urbaine parmi les autres. Encore faut-il que ce passage à l'espace commun ne vire pas au communautaire nuisant ainsi à l'unité de la ville. Face à un urbanisme du fantasme, un urbanisme du possible articulant dans l'ensemble de la ville proximité et continuité de l'espace public est encore possible<sup>42</sup>.

---

<sup>39</sup> Exemple développé par Héloïse Gautier et Émilie Grad.

<sup>40</sup> Rem Koolhaas, *Junkspace. Repenser radicalement l'espace urbain*, Paris, Payot, 2011.

<sup>41</sup> Michael Dear, Steven Flusty, « Postmodern Urbanism », *Annals of the Association of American Geographers*, 88.1, 1998, p. 50-72.

<sup>42</sup> David Mangin, *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine*, Paris, Éditions de la Villette, 2004.